

Dix morts et plus de 46 blessés en 48 heures

# Un début de ramadhan meurtrier

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4481 - Dimanche 20 mai 2018 - Prix : 10 DA

Eliminatoires de la CAN U 20 ans

## Les Verts à l'épreuve des Black Stars du Ghana

Page 23

Abdelaziz Bouteflika à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant  
«L'université et l'école ne sont pas un terrain de conflits idéologique et politique»

Page 3

### Les communistes irakiens aux portes du gouvernement

Par Mohamed Habili

La victoire aux législatives irakiennes du 12 mai dernier de la coalition conduite par l'homme religieux chiite Moqtada Sadr, a été d'autant plus surprenante qu'on s'attendait à ce que l'actuel Premier ministre, Haider al-Abadi, et sa coalition Nasr, soient les premiers à tirer les bénéfices de la victoire militaire sur Daech. En Irak, telle est la fragmentation de la classe politique que ce ne sont pas des partis qui concourent pour les 329 sièges que compte le Parlement, mais des coalitions, dont aucune, qui plus est, n'est à même de remporter la majorité, et par suite de former à elle seule le gouvernement. Sortir vainqueur dans ces conditions pour une coalition veut seulement dire obtenir un plus grand nombre de sièges que ses rivales. La coalition Saïroun emmenée par Moqtada Sadr n'ayant remporté que 54 sièges est en fait bien loin de pouvoir se passer d'alliés en vue de gouverner. Cette difficulté est encore plus grande dans son cas, étant donné que son chef de file, à qui elle doit probablement tout, a choisi par avance de ne pas y figurer, lui qui ne se définit pas comme un politique mais comme un religieux. Pour autant, cela ne diminue en rien de son succès, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas été volé, en dépit des protestations des perdants, dont certains demandent l'annulation pure et simple des élections. Le courant sadriste est en effet aux avant-postes de la contestation depuis longtemps, dès après l'invasion américaine de 2003.

Suite en page 3

Début aujourd'hui de l'examen blanc dans la majorité des lycées

## Les choses sérieuses commencent pour les candidats au Bac



PH/D. R.

Les candidats au baccalauréat s'apprennent aujourd'hui à passer le Bac blanc dans la majorité des lycées du pays. Néanmoins, perdus entre les nombreux polycopis remis par leurs enseignants pour tenter de rattraper le retard engendré par les grèves, certains élèves déplorent la décision du ministre concernant l'exclusion de toute possibilité de recourir à la fameuse «attaba».

Lire page 2

Biscuiterie Stamo

Une entreprise qui innove  
sur fond de qualité

Page 5

Il appelle la nouvelle génération à se rapprocher des maîtres

Anthologie du Malouf  
par Salim Fergani

Page 13

Début aujourd'hui de l'examen blanc dans la majorité des lycées

# Les choses sérieuses commencent pour les candidats au Bac

■ Les candidats au baccalauréat s'apprêtent aujourd'hui à passer le Bac blanc dans la majorité des lycées du pays. Néanmoins, perdus entre les nombreux polycopis remis par leurs enseignants pour tenter de rattraper le retard engendré par les grèves, certains élèves déplorent la décision de la ministre concernant l'exclusion de toute possibilité de recourir à la fameuse «attaba».

Par Thinhinene Khouchi

Aujourd'hui, dans la majorité des wilayas du pays, les élèves de terminale s'apprêtent à passer le fameux Bac blanc qui va les aider à connaître leurs lacunes et tester leurs connaissances avant de passer l'examen final du baccalauréat. Mais à quelques semaines de cette épreuve qui débutera le 20 juin prochain et s'étalera jusqu'au 25,

## Crash d'un avion à La Havane Message de Bouteflika au Président du Conseil d'Etat de Cuba

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de condoléances au président du Conseil d'Etat et du Conseil des Ministres de la République de Cuba, Miguel Diaz-Canel Bermudez, suite au tragique accident de l'avion survenu peu après son décollage de l'aéroport international Jose-Martí de La Havane entraînant la perte de plusieurs vies humaines. «C'est avec une profonde tristesse et une grande affliction que j'ai appris la nouvelle du tragique accident de l'avion de ligne Boeing 737-200, survenu peu après son décollage de l'aéroport international Jose-Martí de La Havane, entraînant la perte de plusieurs vies humaines», a écrit le Chef de l'Etat dans son message. «En cette douloureuse circonstance, je tiens à vous exprimer, au nom du peuple algérien, de son gouvernement et en mon nom personnel, nos condoléances les plus attristées à vous-même, à votre gouvernement et au peuple cubain ami, ainsi que notre compassion et sympathie aux familles des victimes», a ajouté le président Bouteflika. «Devant cette tragédie, qui endeuille le peuple cubain ami, soyez assuré, Monsieur le Président, que vous pouvez compter sur la solidarité et le soutien de l'Algérie», a souligné le président de la République. «En vous renouvelant mes plus sincères condoléances en cette pénible épreuve, je vous prie de croire, Monsieur le Président et Cher Ami, en l'assurance de ma très haute considération», a conclu le Chef de l'Etat. **DH**

les révisions s'avèrent difficiles pour la majorité des élèves qui se plaignent du «programme trop chargé» et des polycopis trop nombreux que leurs enseignants ont dû leur remettre afin de rattraper le retard accumulé après les nombreuses semaines de grève. Certains élèves qui n'arrivent pas à tout assimiler appellent la ministre à revoir sa décision relative à l'exclusion de toute possibilité de recourir au fameux seuil de cours préalablement fixé sur lesquels porteront les examens de fin d'année, autrement dit la «attaba». Selon Lila, une candidate au baccalauréat série Sciences, «les profs nous ont donné un nombre incalculable de polycopis. Je n'arrive pas à tout lire et tout apprendre, c'est trop chargé, on arrive difficilement à tout mémoriser», ajoutant : «Si seulement la ministre revoyait sa décision concernant la "attaba" car on en a besoin». Un autre candidat au baccalauréat série Lettres et Langues nous explique que «les cours de philo et histoire-géographie sont trop longs et trop chargés, car certains enseignants on fait dans le bâclage des cours pour rattraper le retard». Pour rappel, Benghebrat avait exclu toute possibilité de recourir à cette «pratique anti-pédagogique et anti-éthique», soulignant que le secteur n'était pas prêt à se confronter encore une fois à cette problématique «grave», celle du seuil des cours. Elle rappelle qu'elle n'a pas supprimé la «attaba» pour rien, «cet héritage empoisonné de l'époque de



Benbouzid est une pratique anti-pédagogique et anti-éthique». D'autre part, elle avait affirmé qu'aucune modification ne sera introduite cette année à l'examen du baccalauréat. «Le système du baccalauréat de cette année (2017-2018) ne subira pas de modifications. L'organisation de cet examen national suivra le même protocole que celui adopté pour le baccalauréat 2017», a-t-elle expliqué. En outre, la ministre avait annoncé que les dates de l'examen du baccalauréat débuteront le 20 juin pro-

chain et s'étaleront jusqu'au 25. Concernant les épreuves de fin du cycle primaire, elles auront lieu le 23 mai. Celles du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) auront lieu entre le 28 et le 30 mai. Concernant la sécurisation des examens de fin d'année, le directeur de la sécurité publique, le contrôleur de police Aïssa Naili, avait indiqué que «plus de 62 000 agents de police seront mobilisés pour sécuriser les examens de fin des trois cycles, dont 18 000 déployés durant les épreuves du baccalauréat». Près

de 62 714 agents de police ont été mobilisés pour sécuriser les examens de fin des trois cycles primaire, CEM et baccalauréat, dont 31 000 déployés pour l'examen de fin du cycle primaire, 12 000 pour les examens de fin du cycle moyen et 18 000 agents pour les examens du Bac. Ce nombre important permettra de sécuriser 7 371 centres d'examen de fin de cycle primaire sur un total de 13 562 centres, 10 centres de codage de copies en anonymat sur 11 et 51 centres de correction sur 60. **T. K.**

## Dix morts et plus de 46 blessés en 48 heures Un début de ramadhan meurtrier

Les deux premiers jours du mois sacré, marqués par des pluies diluviennes, ont été particulièrement sanglants avec 10 morts et plus de 46 blessés. L'hécatombe routière continue de faire des victimes et d'endeuiller des familles. En effet, les accidents de la circulation sont plus fréquents et plus violents durant ce mois sacré. Le nombre d'accidents de la circulation et celui des morts et des blessés a augmenté ce mois de ramadan. L'excès de vitesse est le premier facteur incriminé dans cette tragédie. Les deux premiers jours du mois de ramadhan, dix personnes ont trouvé la mort et 46 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un communiqué

de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Biskra, avec 4 personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion, survenu sur la RN 46, dans la commune de Chaiba, a précisé la même source. L'excès de vitesse reste l'un des principaux problèmes de sécurité routière et joue un rôle majeur dans la plupart des accidents mortels de la route. Selon les services de la Gendarmerie nationale, la perte de contrôle du véhicule, l'excès de vitesse, le dépassement dangereux, l'insouciance des piétons et le non-respect de la distance de sécurité sont cités parmi les principales causes d'accidents de la route. Il faut dire aussi que l'état déplorable de nos routes demeure un vec-

teur potentiel des accidents de la circulation dans notre pays. Toutes les mesures de sensibilisation au respect du code de la route n'empêchent pas de dénombrer chaque mois des accidents de la circulation. Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'auront pas suffi. Les radars sont repérés par les conducteurs. Le principal défi réside dans le changement des mentalités et des comportements dans notre société. La situation empire de plus en plus et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause du fléau, en plus de l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. En sus des accidents, les éléments de la Protection civile

sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains, au niveau des wilayas de Saïda, Ain Defla, Médéa et Blida, a ajouté la même source, précisant que ces incendies ont causé le décès de trois personnes, suite à un feu qui s'est déclaré dans une baraque au lieu-dit les frères Seddik, dans la commune de Saïda. Les secours de la wilaya de Sétif sont intervenus pour la recherche et le repêchage d'un corps d'une personne décédée (59 ans), emportée par les eaux en crue d'un oued à bord d'une camionnette au lieu-dit El Gueragra, dans la commune d'Ain Kbira, a relevé la même source, précisant que les recherches se poursuivent pour trouver une éventuelle deuxième personne au même lieu. **Louiza Ait Ramdane**

Abdelaziz Bouteflika à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant

# «L'université et l'école ne sont pas un terrain de conflits idéologique et politique»

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé hier à la préservation de l'école et de l'université des conflits d'intérêts, d'idéologies ou de compétition politique.

Par Meriem Benchaouia

Dans un message adressé à l'occasion du 61<sup>e</sup> anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, lu en son nom par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, le chef de l'Etat a indiqué que «l'école et l'université ne sont ni un terrain de conflits, ni un espace d'intérêts, d'idéologies ou de compétition politique. Tout un chacun doit respecter le campus universitaire d'autant qu'il s'agit de l'avenir de nos générations futures», a indiqué le Président Bouteflika dans un message adressé à l'occasion du 61<sup>e</sup> anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, lu en son nom par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, lors de la cérémonie officielle de célébration de cette journée organisée à Tipaza. Le chef de l'Etat a relevé que «comme toutes les haltes historiques exigent de méditer l'exemple des prédécesseurs et d'en tirer des messages à l'adresse des générations futures, je voudrai à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, adresser quelques-uns aux étudiants de notre pays». Le premier message du président de la République aux étudiants «est celui de saisir l'opportunité que leur offre leur pays d'acquérir le savoir en veillant à ne perdre aucun moment de leur parcours estudiantin au service de l'avenir de leur pays». «Nos étudiants et étudiantes parmi les différentes couches de notre peuple doivent rendre, aujourd'hui, grâce à Dieu pour ce que l'Algérie a pu leur assurer dans un contexte difficile et contribuer, par leur abnégation, à préparer de meilleures conditions aux promotions suivantes dans une Algérie qui réalise davantage de progrès», a sou-



tenu le Président Bouteflika, ajoutant que «c'est là le propre de la succession des générations au service de la patrie, partant des générations de la libération à celles de l'édification». Le second message du Président Bouteflika «est un appel à la sacralisation du travail en vue de répondre aux besoins de notre pays dans tous les domaines et garantir son développement continu». Pour le chef de l'Etat, de nombreux domaines économiques, tels que l'agriculture et l'industrie par exemple, sont en «quête de compétences et de connaissances alors que nous enregistrons, avec regret, l'existence du chômage dans les rangs de nos diplômés universitaires». «Mettons, donc, à profit

tout le potentiel de notre système de formation pour offrir à ces diplômés universitaires des opportunités du recyclage, à l'instar des autres pays du monde», a-t-il plaidé. S'adressant à ceux qui sont en charge du système universitaire, le Président Bouteflika a indiqué : «Autant nous sommes en droit de nous enorgueillir du niveau atteint par l'université algérienne en termes de progrès qualitatifs et de contribution efficiente de ses diplômés au développement du pays, autant nous devons veiller à mettre notre université au diapason de l'évolution accélérée des sciences dans le monde d'aujourd'hui». «Nous disposons de suffisamment de structures et d'encadrement pour nous fixer

comme objectifs légitimes, l'intégration davantage de technologies, la promotion des branches des sciences exactes, l'ouverture sur les langues étrangères et la coopération avec les autres universités du monde pour garantir à l'université algérienne une place dans ce nouveau siècle», a-t-il relevé. Pour le président de la République, certes, «des voix pessimistes et subversives s'élèvent, de temps à autre, pour dénigrer injustement l'université algérienne et ses résultats humains, mais la meilleure réponse à leur apporter est la place qu'occupent les nombreux diplômés de nos universités, qui ont fait le choix de l'émigration, dans les pays occidentaux».

M. B.

Finale de l'inter-lycées de 2017-2018

## Les Cadets de la nation de Sétif remportent le concours

La sélection des Cadets de la nation de la wilaya de Sétif a remporté, vendredi, la finale du programme éducatif pédagogique inter-lycées dans sa 3<sup>e</sup> édition de l'année scolaire 2017-2018 en battant les lycéens de la wilaya de Skikda. Les Cadets de la nation de la wilaya de Sétif ont acquis un total de 42 points alors que les lycéens de la wilaya de Skikda ont eu 35.5 points dans ce concours éducatif qui a porté sur des questions du programme scolaire des élèves de baccalauréat dans les matières suivantes : langues arabe, française, anglaise, mathématiques, sciences naturelles, sciences physiques, histoire et géologie. La cérémonie de clôture a été marquée par la présence de la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat, du ministre



de la Communication, Djamel Kaouane et du le général-major, Boualem Madhi, directeur de la communication, de l'information et de l'orientation au ministère de la Défense nationale ainsi que le directeur des Ecoles des cadets de la nation, le général-major Miliani Bouabdellah. De son côté, le ministre de la Communication a indiqué que la 3<sup>e</sup> édition de la compétition inter-lycées était placée sous le slogan «La paix et la sécurité se réalisent par le savoir», mettant en avant la participation qualitative des cadets de la nation de la wilaya de Sétif et celle des lycéens de la wilaya de Skikda. Ces deux établissements contribuent, sans doute, à la préparation d'une génération future capable d'être leaders et défenseurs du pays, a dit M. Kaouane,

### LA QUESTION DU JOUR

#### Les communistes irakiens aux portes du gouvernement

Suite de la page une

Si sa victoire, bien relative somme toute, n'était pas attendue, c'est parce que les pronostics étaient assez nettement favorables à Haider al-Abadi, le Premier ministre sortant, dont finalement la coalition est arrivée pas même deuxième, mais troisième, tout de même avec plus de quarante sièges. Elle n'est pas moins partie prenante des tractations, qui ont déjà commencé et qui promettent d'être longues, dans le but de former un nouveau gouvernement. Il y a même des chances que ce dernier soit dirigé par al-Abadi, qui a cet avantage d'être en bons termes avec les puissances influentes en Irak, aussi opposées qu'elles soient elles-mêmes entre elles. Moqtada Sadr s'étant exclu lui-même, ce poste devrait en principe aller au chef de la coalition arrivée en deuxième position, la coalition Fateh, formée des anciennes milices chiites du Hashd Chaabi, aux accointances iraniennes affirmées. Entre le chef de cette dernière, Hadi al-Amiri, et le Premier ministre sortant, il semble que la balance penche plutôt vers ce dernier. Mais comme les tractations ne font que commencer, la prudence est de rigueur. Tout reste à négocier, et donc tout reste possible. On peut être sûr en revanche que ce gouvernement sera un savant dosage à la fois des coalitions irakiennes en présence et des influences extérieures, en particulier celles de l'Iran, de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis. Tout assemblage qui ne ferait pas place à toutes ne reposerait pas sur une terre relativement solide pour le soutenir jusqu'aux prochaines législatives. La coalition sortie vainqueur, Sairoun, a ceci de très particulier qu'elle regroupe des factions qu'on n'aurait pas cru incompatibles. C'est ainsi qu'entre autres composantes, elle comprend le Parti communiste irakien, en plus d'autres formations laïques. De sorte que les communistes pourraient parfaitement faire partie du prochain gouvernement.

M. H.

félicitant, par là même, les Cadets de la nation de la wilaya de Sétif. Saluant la continuité de ce programme marqué par la compétition scientifique et intellectuelle, le ministre a estimé que ce programme donnait une image sur la contribution de l'information, en général, et de la radio, en particulier, à l'accompagnement des efforts éducatifs de par la prise en charge éducative des jeunes générations. B. M.

Éradication des derniers stigmates de la catastrophe

# Il y a quinze ans, le séisme de Boumerdès...

■ A la veille du 15<sup>e</sup> anniversaire du séisme qui a ébranlé Boumerdès, un tristement inoubliable soir du 21 mai 2003, la wilaya est le théâtre d'importantes opérations visant l'éradication des derniers stigmates de cette catastrophe naturelle, à savoir les chalets construits au lendemain du séisme pour assurer le gîte aux sinistrés.

Par Hania Y.

**D'**importants moyens humains et matériels sont mobilisés, sur le terrain, pour faire aboutir cette entreprise (éradication des chalets) suite à l'engagement pris dans ce sens par les autorités locales, qui ont fixé un calendrier allant jusqu'à fin 2018 pour l'opération, au lieu de fin 2017, comme initialement programmé. Les délais de l'opération ont été «prorogés» suite à la «lenteur» enregistrée dans certains chantiers pour le relogement des occupants de ces chalets, principalement en raison du «retard accusé dans le versement des créances des entreprises de réalisation en charge, ainsi que dans le financement des opérations d'aménagement externe», selon les explications du wali de Boumerdès, Abderrahmane Madani Faouatih. L'opération de démolition des 14 927 chalets, répartis sur 95 sites à travers 28 communes, a été officiellement entamée le 26 décembre 2016, depuis la commune d'Ouled Hadadj (Ouest de la wilaya) où 500 chalets ont été détruits. Ces derniers ont été installés pour accueillir les sinistrés de la catastrophe naturelle, avant leur redistribution dans le cadre social. L'éradication des chalets, transformés au fil des années en «une lourde charge» du fait de leur dégradation, ayant terni le paysage de la région, est un «engagement et un défi majeur», a assuré le wali, exprimant ainsi sa détermination quant à la «démolition progressive de la totalité des chalets, dans les délais impartis». Il a fait cas, à ce titre, de près de 9 800 unités de logement (en cours de réalisation), affectés à cet objectif, et dont les chantiers ont nécessité l'installation d'une commission de wilaya chargée de leur suivi et de leur livraison dans les délais. Un programme a été fixé pour l'opération en 2017, prévoyant trois opérations de démolition par mois, aboutissant à ce jour à l'éradication de plus de 7 000 chalets avec plus de 6 800 familles relogées, représentant une population globale de 35 000 âmes avec une moyenne de cinq membres par famille et par logement. Actuellement, 18 sites de la wilaya, au niveau de 13 communes, sont totalement «débarrassés» des chalets et ce, à Ouled Hadadj, Khemis El Khechna, Si Mustapha, Ben Choud, Hammadi, Taouergua, Baghla, Bordj Menail, Naciria, Boumerdès, Legata, Issers et Ouled Moussa, tandis que 15 autres communes sont toujours concernées par l'opération. La démolition des chalets a permis la récupération d'une assiette de plus de 200 ha, sur un foncier ciblé estimé à 800 ha. L'assiette libérée est destinée à l'implantation de nombreux programmes

de logements et d'équipements intégrés, dont 8 400 logements AADL, 1 787 logements publics locatifs (LPL) et 1 120 logements promotionnels aidés (LPA)

## Le nombre de chalets éradiqués porté à 11 000 au 5 juillet prochain

Le nombre de chalets éradiqués sur le territoire de la wilaya de Boumerdès sera porté à 11 000 (sur un total de 15 000), avant le 5 juillet prochain, «si des dotations financières sont disponibles pour l'aménagement des cités d'habitation destinées au relogement de leurs résidents», a promis le chef de l'exécutif. Il a rassuré que cet objectif «est à la portée», sauf cas de force majeure lié à l'indisponibilité des dotations financières estimées, selon lui, à 600 millions de DA, nécessaires pour le parachèvement des aménagements externes des cités d'habitation réceptionnées. La wilaya de Boumerdès a bénéficié, depuis 2013, d'un programme de logements de 12 000 unités dans les deux formules, à savoir le public locatif (LPL) et le programme de résorption de l'habitat précaire (RHB). Ces logements, dont une moitié a



Ph.D. R.

déjà été livrée et attribuée et le reste est en cours de réalisation, sont principalement destinés à l'éradication des chalets. L'Etat a, également, procédé à la réalisation d'un programme de logement d'urgence englobant 8 000 unités, en vue de recaser les sinistrés du séisme, dont une majeure partie (programme) a été livrée. Quant au reste, à savoir 500 unités, leur réception

interviendra «sous peu», est-il signalé. Selon les chiffres fournis par la wilaya, près de 7 000 familles sinistrées, dont les habitations se sont effondrées (classées rouge), ont été relogées au titre de ce programme d'urgence, tandis que près de 3 300 familles (également classées dans la même case) se sont vu accorder des aides financières directes destinées à la recons-

truction de leurs habitations détruites ou l'achat de nouveaux logements. Les communes de la wilaya abritant des chalets sans avoir bénéficié de projets destinés à leur éradication sont en cours de prise en charge via la réalisation de logements à leur profit, au niveau d'autres localités de la région, a encore signalé le wali.

H. Y./APS

Bensalah à Istanbul pour réaffirmer le soutien de l'Algérie à la Palestine

## L'OCI pour une «force de protection internationale» des Palestiniens

**L**es pays membres de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI) ont demandé avant-hier l'envoi d'«une force de protection internationale» dans les Territoires palestiniens après le bain de sang de Ghaza, lors d'un «sommet extraordinaire» à Istanbul convoqué par le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, représentant du Président Bouteflika à ce sommet extraordinaire de l'OCI, a fait part aux membres de l'Organisation islamique la volonté du président de la République de voir «ce sommet couronné de résultats positifs et audacieux, à mettre en œuvre, en vue d'assurer la protection du peuple palestinien et soutenir ses droits confisqués pour l'établissement d'un Etat indépendant avec El-Qods pour capitale». Et d'ajouter que «l'OCI doit, en collaboration avec la communauté internationale, activer les démarches visant à défendre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat, à travers l'instauration d'un climat politique et juridique positif et favorable à la paix à même d'élaborer une approche commune et crédible pour mettre fin au conflit et à l'occupation, conformément aux dispositions du droit international et des décisions de l'ONU». Selon lui, l'OCI doit «doubler ses efforts pour défendre la cause palestinienne, qui est pour elle, une question centrale et essentielle, et cela ne peut se faire qu'en évitant les divisions et scissions entre les musulmans, en colmatant les fissures et en réglant les différends, pour permettre ainsi à tous les pays membres d'unifier et de redynamiser toutes les voies politiques, diplomatiques et juridiques

offertes aux niveaux national, régional et international, pour mettre un terme à l'occupation israélienne et à sa politique de judaïsation des lieux saints musulmans et chrétiens dans la ville sainte d'El-Qods». Ce qui l'amènera à évoquer le statut particulier de la ville d'El-Qods qui, a-t-il dit, «revêt une importance primordiale pour la nation musulmane et la communauté internationale tout entière, nonobstant l'appartenance religieuse». «D'où, poursuivra-t-il, la nécessité de préserver le caractère spirituel, religieux et culturel exceptionnel de la ville sainte, à travers le règlement définitif de la situation, à la faveur de négociations conformes aux décisions pertinentes de l'ONU». Qualifiant de «crimes ignobles» la mort de soixante Palestiniens lundi dernier, lors des manifestations pacifiques organisées pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba et contre le transfert de l'ambassade de US de Tel-Aviv vers El Qods, Bensalah a souligné que l'Algérie «appelle à la relance de la poursuite des efforts internationaux qui s'inscrivent dans le cadre du soutien de la résistance du peuple palestinien». Ceci avant de réitérer «la position de principe de l'Algérie de soutien à la lutte du peuple palestinien contre les mesures arbitraires prises par la machine de répression israélienne et aux pratiques arbitraires exercées par l'occupant sioniste dans la ville sainte d'El-Qods, en Cisjordanie et dans la Bande de Ghaza». Par ailleurs, les représentants des 57 pays de l'OCI, dans un communiqué final du sommet, ont précisément appelé à «une protection internationale pour le peuple palestinien, y compris par l'envoi d'une force de protection internationale». Accusant l'administration américaine «de soutenir les crimes d'Israël, y

compris en le protégeant au Conseil de sécurité de l'ONU», l'OCI a condamné «en les termes les plus forts les actions criminelles dans forces israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Ghaza», où près de 60 Palestiniens sont morts lundi dernier sous les balles israéliennes en manifestant contre le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Appelant l'ONU à mettre sur pied «une commission d'enquête internationale» pour faire la lumière sur le bain de sang de Ghaza, les représentants des 57 pays regroupés de l'OCI ont estimé le transfert de l'ambassade US à El Qods comme étant un «acte de provocation et d'hostilité contre la nation islamique».

A l'ouverture du sommet, le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, comparant le traitement réservé par Israël aux Palestiniens de Ghaza à la persécution des Juifs par le régime nazi, dira qu'«il n'y a pas de différence entre les atrocités subies par le peuple juif en Europe il y a 75 ans et la brutalité dont souffrent nos frères à Ghaza». Auparavant, Erdogan, devant des milliers de manifestants venus participer, dans le centre d'Istanbul, à un immense rassemblement populaire de soutien aux Palestiniens, déplorant que le monde musulman ait «échoué» à empêcher le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv vers El Qods, a estimé que «les violations commises (par Israël) à El Qods occupée et en Palestine s'expliquent par les divisions et les différends entre les musulmans eux-mêmes». Or, a-t-il poursuivi, «si nous devons nous unir, Israël ne pourrait pas poursuivre ses violations».

Lynda Naili

## Biscuiterie Stamo

# Une entreprise qui innove sur fond de qualité

■ Monter son usine de biscuits, c'est le défi qu'a entrepris et relevé Stambouli Mouaad avec ses deux frères. Depuis 2014, le jeune entrepreneur est à la tête de la Biscuiterie Stamo, produisant des muffins moelleux pour cafétérias, hôtels et restaurants. Un beau succès qui lui a donné envie d'aller plus loin en étoffant son offre avec la fabrication d'autres gammes et en proposant son produit à l'exportation.

Par Louiza Ait Ramdane

Entrepreneur dans l'âme, il n'hésite pas à créer son propre usine, en 2014, mais réellement, ce n'est qu'en 2017 que cette entreprise s'est lancée dans la production. Depuis, Stamo gagne sans cesse du terrain face à la concurrence des entreprises algériennes spécialisées dans la fabrication de biscuits. Depuis quatre ans, Mouaad, le jeune entrepreneur, impose ses produits auprès des restaurateurs, des hôtels et des surfaces de vente. «C'est vrai, on a pris beaucoup de temps pour lancer notre premier produit, étude du marché oblige», confie le jeune Stambouli, rencontré lors de la dernière Foire d'Alger. Pourquoi les muffins pas un autre produit ? Le patron de l'entreprise explique qu'au moment du lancement de son activité, les muffins étaient très demandés par le citoyen. De plus, ajoute-t-il, la concurrence sur la production n'était pas importante. «En lançant notre premier produit, nous n'étions pas nombreux sur le marché». Associé à ses deux frères, l'entrepreneur compte bien se diversifier et élaborer une autre gamme de biscuits. C'est un moyen de toucher un éventail plus large de consommateurs. Cette nouvelle gamme est encore à l'étude. «Nous allons élargir notre gamme de production prochainement», confie-t-il. «Pour le lancement, nous avons débuté en proposant des muffins. Je me suis en effet dit qu'il y avait un créneau à prendre car ces petits gâteaux sont très utilisés dans les cafés, hôtels, superettes, ...», ajoute-t-il. Et pour chaque nouveau biscuit, Mouaad reste particulièrement attentif à la bonne conservation du produit. «Il ne s'agit pas de gâteaux vendus en boulangerie et consommés immédiatement, confie-t-il. Une fois la production faite, une phase de stockage est nécessaire afin de vérifier si les biscuits restent comestibles plusieurs semaines après leur production». Fabriquer ses biscuits lui donne rapidement



un autre objectif : projeter l'exportation. «L'exportation de nos produits figure parmi les projets de l'entreprise familiale. On a reçu quelques propositions pour l'exportation. On est en train d'étudier la question. La décision sera prise prochainement». Le produit Stamo était présent à la récente Foire internationale d'Alger (FIA2018) et a connu d'ailleurs un grand succès auprès des

citoyens. «Cette manifestation d'envergure nous a permis de faire connaître notre produit aux citoyens et en même temps avoir des demandes pour l'exportation». Par rapport à la concurrence des autres marques, Stamo s'en sort pas mal pour une entreprise récente. Pour la spécificité de son produit, l'entreprise a toujours utilisé des ingrédients naturels. «Actuellement, nous avons

développé une gamme qui se compose de 6 parfums», dira Mouaad. L'entreprise s'attache à proposer des recettes authentiques et issues d'un savoir-faire bien étudié. Ainsi, le fourrage comporte de vrais fruits qui confèrent un goût subtil à celui-ci. Mais trouver l'approvisionnement en matière première est le problème majeur que rencontre l'entre-

t. «On est approvisionnés en quantités limitées et des fois c'est la pénurie». «Si on veut durer il faut que ce soit bon, il ne faut pas oublier la qualité. J'insiste sur les procédés de fabrication qu'il faut maîtriser et pouvoir améliorer afin d'avoir une vraie spécificité. Il ne faut pas céder à la facilité», conseille t-il.

L. A. R.

Au lendemain du franchissement du seuil des 80 dollars

## Les cours du pétrole reculent légèrement

Les cours du pétrole ont un peu reculé au lendemain du franchissement du seuil des 80 dollars sur le pétrole coté à Londres, les investisseurs marquant une pause à la fin d'une semaine influencée par l'Iran. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a clôturé à 78,51 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 79 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour juin a baissé de 21 cents à 71,28

dollars. Les cours ont un peu décroché au lendemain du franchissement du seuil des 80 dollars par le Brent et de plus hauts niveaux en séance depuis la fin 2014 pour le WTI, à 72,30 dollars et pour le Brent à 80,50 dollars. «Les courtiers ont pris leurs bénéfices après de fortes hausses cette semaine», a commenté Andy Lipow de Lipow Oil Associates. Vendredi, l'indicateur avancé sur la production américaine réalisé par la société américaine Baker Hughes a montré une stagnation du nombre de puits actifs aux Etats-Unis, à 844

puits, neutre pour les marchés. Mais la production américaine connaît déjà un niveau très élevé, les chiffres hebdomadaires publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), faisant état d'un douzième record d'affilée à 10,72 millions de barils par jour. Bob Dudley, le directeur général de BP s'attend par ailleurs à ce que la production américaine inonde le marché, selon des déclarations à l'agence Reuters. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), engagée avec dix autres partenaires dans

un accord de limitation de la production jusqu'à fin 2018, pourrait alors être tentée de rouvrir les vannes, a-t-il expliqué. Mais malgré leur recul vendredi, les cours se sont maintenus en hausse sur la semaine, le WTI prenant 0,86% et le Brent 1,87%, soutenus notamment par des déclarations du PDG de Total Patrick Pouyanné dans le contexte de sortie des Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien. M. Pouyanné a également déclaré qu'il ne serait pas surpris de voir un baril de pétrole à 100 dollars «dans les prochains» mois. **Assia D.**

Changes

## L'euro baisse face au dollar

L'euro touchait un plus bas depuis mi-décembre vendredi face au dollar, après l'annonce d'un programme de gouvernement en Italie qui ne mentionne pas la sortie de la monnaie unique et tourne le dos à l'austérité. L'euro valait 1,1756 dollar, après avoir touché un nouveau plus bas depuis mi-décembre à 1,1752. Il valait 1,1795 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne était également en baisse face à la devise japonaise à 130,38 yens, contre 130,65 yens jeudi soir. Le billet vert, de son côté, montait face à la monnaie nipponne à

110,91 yens contre 110,77 yens la veille. «Les ventes d'euros devraient continuer alors que la faiblesse des données économiques, l'incertitude politique en Italie et le ralentissement des réformes économiques rendent l'euro moins attractif», ont jugé des analystes. L'euro, qui a entamé la journée en légère hausse face au dollar, a repris son mouvement de baisse entamé depuis un mois après l'annonce d'un programme commun de gouvernement conclu en Italie entre le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite). Le nou-

veau pouvoir n'évoque pas la sortie de l'euro et veut notamment relancer la demande et abandonner l'austérité, ce qui fait craindre aux marchés un possible dérapage budgétaire. «Il sera intéressant de voir si les mesures de relance jouent sur la décision de la Banque centrale européenne concernant son programme de rachat d'actifs (qu'elle a prévu d'interrompre avant la fin de l'année)», ont jugé autre analystes avant la publication du programme. «Continuer plus longtemps pourrait être perçu comme populiste mais l'arrêter à ce stade pourrait

créer plus d'instabilité en Italie», ont-ils poursuivi. Outre-Atlantique, «les rendements des emprunts à 10 ans du Trésor ont continué leur mouvement à la hausse jeudi, aidés par de bonnes données», ont commenté des analystes. Le taux d'emprunt des Etats-Unis à 10 ans est ainsi monté dans la nuit jusqu'à 3,126%, un niveau inédit depuis 2011. «Avec un mouvement haussier largement soutenu par des attentes de taux d'intérêt plus élevés aux Etats-Unis, le dollar reste le roi», a résumé un analyste. Un relèvement des taux rend le billet vert plus rému-

nérateur et donc plus attractif pour les cambistes. Les marchés restaient également attentifs aux discussions entre les Etats-Unis et la Chine, à moins d'une semaine de possibles sanctions américaines sur les marchandises en provenance du géant asiatique. «La confiance a été initialement dopée par un article selon lequel la Chine proposait d'acheter plus de 200 milliards de dollars de biens américains afin de réduire son excédent avec les Etats-Unis», a indiqué la même source.

R. E.

Tissemsilt

# La couverture sécuritaire de la police atteint 80%

■ La couverture sécuritaire assurée par la police a atteint 80 % dans la wilaya de Tissemsilt, a indiqué l'adjoint chef de la sûreté de wilaya.

Par Lyes B.

Le commissaire divisionnaire Abdelkader Maazouzi a souligné, lors d'une conférence de presse sur les mesures prises pour le mois de ramadhan, que le dispositif de la sûreté couvre actuellement les dairas de Tissemsilt, Lazhar, Lardjem, Bordj Bounaama, Theniet El Had, Khemisti et Layoune, à l'exception des dairas de Ammari et Bordj Emir Abdelkader. Le responsable a annoncé que ce taux devrait augmenter prochainement avec l'ouverture du siège de sûreté de daïra de Ammari. Par ailleurs, il a fait savoir que la sûreté de wilaya a mobilisé plus de 1 800 policiers pour veiller sur

la sécurité et la quiétude des citoyens durant le mois sacré. Le chef de service de l'ordre public, le commissaire Hocine Sadek a indiqué, pour sa part, qu'un plan sécuritaire spécial a été élaboré en prévision du mois de Ramadhan comportant plusieurs dispositions visant à protéger les citoyens et les biens, signalant qu'en matière de sécurité routière, un déploiement de policiers a été effectué au niveau des points noirs connaissant un engorgement de la circulation dans les grandes villes de Tissemsilt, Theniet El Had et Bordj Bounaama. Ce plan prévoit également d'intensifier les patrouilles pédestres et motorisées de la police judiciaire à l'intérieur des agglomérations,



places publiques, devant les mosquées et les établissements culturels qui abriteront des soirées ramadanesques, en plus des sorties aux marchés et

locaux commerciaux pour veiller au respect d'étalage des marchandises et des règles d'hygiène, en collaboration avec les brigades de police d'urbanisme, de

protection de l'environnement et des services chargés du contrôle des prix et de la qualité. De son côté, le chef de service de wilaya de la police judiciaire, le commissaire Mohamed Boukhrouf a indiqué que 458 affaires (agressions, trafic de drogue, affaires économiques et financières, cybercriminalité...) ont été enregistrées et 7,4 kg de kif traité et 53 comprimés psychotropes au premier semestre de l'année en cours.

L. B./APS

Tlemcen

## Attribution de logements et pré-affectations de différents programmes d'habitat

Plus de 1 485 logements et de 462 pré-affectations de différents programmes ont été attribués à Tlemcen, à des bénéficiaires des 23 communes de la wilaya. Cette opération présidée par les autorités de wilaya au siège de l'APW a comporté la remise des clés de 994 logements sociaux locaux dans les communes de Ghazaouet, Tient, Béni Snouss, Ain Talout, Beni Mester, Bouhlou, Hennaya, Tlemcen et Sidi Djillali, et de 491 logements promotionnels aidés (LPA) et sociaux participatifs (LSP) à travers les communes de Tlemcen, Marsa Ben M'hidi,

Boukanoune, Ain Youcef, Bensekrane et Chetouane. Lors de la cérémonie de remise des clés de ces logements, le wali, Ali Benyaïche a souligné que la wilaya de Tlemcen a bénéficié d'importants quotas d'habitat de différents programmes contribuant à satisfaire les demandes enregistrées, annonçant la distribution au troisième trimestre de l'année en cours de 8 325 logements publics locaux (LPL), de 1 499 sociaux participatifs (LSP) et de 2 600 de location/vente AADL. La wilaya de Tlemcen a bénéficié d'autres programmes d'habitat

dont 6 300 aides à l'habitat rural qui ont été annoncées aux APC, en instruisant leurs présidents de les distribuer dans les jours prochains, en plus de 1 600 logements promotionnels aidés de la nouvelle formule. Ali Benyaïche a insisté sur le respect des dates de distribution de ces quotas d'habitat, soulignant qu'il est constamment au courant du dossier de l'habitat et qu'il assure un suivi à travers des instructions et orientations aux services administratifs et techniques concernés.

Hocine A.

Direction de distribution d'électricité et de gaz de Tizi-Ouzou

## 13% des créances récupérés sur près de 1 600 millions DA

Le lancement de l'opération «Tahsil» pour le recouvrement de créances détenues auprès de ses abonnés a permis à la Direction de distribution d'électricité et de gaz de Tizi-Ouzou de récupérer 13% d'un montant global de 1 591 millions de DA, a-t-on indiqué dans un communiqué. Ce taux de recouvrement a été réalisé durant le premier trimestre dans quatre agences

commerciales les plus endettées, à savoir de Draâ Ben Khedda (69 millions de dinars de créances), d'Azazga (57 millions de DA), de Tizi-Ouzou (49 millions de DA) et Ain EL Hammam (44 millions de DA), a-t-on précisé. L'opération Tahsil ayant nécessité la mobilisation de plus de 150 agents, a-t-on fait savoir. Sur les 1 591 millions de DA de dettes, un montant de 506 millions de DA est détenu par

les ménages et commerçants, soit un taux de 31,8 % de la totalité des créances. Le reste est détenu par les communes et autres administrations. «Devant cette situation financière alarmante, notre Direction était dans l'obligation de prendre les mesures nécessaires et réglementaires, notamment la coupure de cette énergie aux clients n'ayant pas honoré leurs créances», a-t-on

ajouté de même source. Des bureaux de conseil et d'orientation sont installés au niveau des agences commerciales et resteront ouvertes de 21h00 à minuit, exceptionnellement pendant le mois de ramadan, afin de permettre aux abonnés de s'acquitter de leurs dus et éviter tout désagrément qui pourrait être causé par la coupure, a-t-on ajouté de même source.

T. Kh.

Constantine

## Baisse du nombre de crédits R'fig accordés au profit de céréaliculteurs

Le nombre de crédits R'fig accordés au profit des céréaliculteurs a connu cette année une «baisse sensible» par rapport à la campagne précédente, a-t-on appris d'un cadre à la Direction des services agricoles (DSA). D'un coût global de près de 2 milliards DA, les crédits accordés au titre de la saison en cours ont atteint le nombre de 1 654 contre 1 849 crédits octroyés durant la campagne agricole 2016-2017, enregistrant ainsi un recul de 195 crédits, a indiqué le chef du service production agricole, Djamel Benserradj. Le manque d'affluence des

céréaliculteurs ayant des dettes, au titre de la campagne agricole précédente, «en raison du stress hydrique enregistré durant cette période», figure parmi les facteurs ayant causé cette année le recul du nombre de bénéficiaires de cette formule de crédit, a affirmé le même responsable. Par ailleurs, selon M. Benserradj, la campagne labours-semailles de cette année a été réalisée dans de bonnes conditions à la faveur notamment des fortes précipitations cumulées entre les mois de novembre et avril derniers, dépassant les 500 mm, contre 300 mm enregist-

trés l'année précédente à la même période. La campagne agricole 2017-2018 a touché, en outre, une superficie globale de 81 540 ha, dont 54 100 ha réservés au blé dur, 19 350 ha au blé tendre, 6 975 ha consacrés à l'orge et 1 115 ha à l'avoine, a détaillé le même responsable, ajoutant que cette campagne a été marquée par la distribution d'une quantité de 101 501 quintaux d'engrais azotés et phosphatés et 86 215,50 quintaux de semences au profit des agriculteurs de cette filière.

F.A.

R.R.

## Khenchela Réception des projets de réfection des routes endommagées par les pluies torrentielles

LES PROJETS de réfection des routes endommagées par les pluies torrentielles enregistrées durant l'année 2013, dans la wilaya de Khenchela, seront réceptionnés au début de l'année 2019, a-t-on appris du directeur des travaux publics (DTP), Ahmed Gassemi. L'opération de réparation qui a été lancée durant l'année 2015 a touché des routes communales, des chemins de wilaya et des routes nationales suite à l'élaboration des fiches techniques et des études relatives à la concrétisation de ces projets, en plus du recensement des tronçons routiers affectés à travers l'ensemble des communes de cette wilaya, a-t-on précisé. Il s'agit des routes des communes de Remila, Kais, El Hamma, Tamza, Yabous, Chelia, El Mahmal, Babar, Khirane, Djellal, M'toussa et Bouhmama. Le taux d'avancement des travaux de cette opération, réalisée en cinq tranches, a atteint actuellement 70 %, a ajouté de même source, soulignant que ce projet a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière évaluée à 513 millions de dinars.



## Front Polisario

# Célébration de l'anniversaire du déclenchement de la lutte sahraouie armée

■ Le Front Polisario célèbre aujourd'hui à Tifariti, dans les territoires sahraouis libérés, le 45<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie contre les forces d'occupation marocaines, une date qui intervient dans un contexte particulier marqué par plusieurs victoires diplomatiques et juridiques arrachées par le peuple sahraoui, en lutte pour son droit à l'autodétermination.

Par Sara H.

La commémoration de cette date historique sera organisée sous le haut patronage du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, en présence de personnalités sahraouies aux côtés de délégations représentants plusieurs pays, des organisations et des associations de la société civile. Selon les organisateurs, il est prévu la tenue d'une série de manifestations et activités commémoratives dans les territoires libérés, dont des parades militaires et civiles, ainsi que des expositions retraçant le parcours de la lutte armée contre les forces d'occupation marocaines. Le 20 mai 1973 demeure une date historique pour le peuple sahraoui qui avait décidé, ce jour-là, de prendre les armes pour arracher son indépendance face à l'occupation d'abord espagnole en suite contre le Maroc, qui avait envahi les territoires sahraouis en 1975. «La révolution à Segouia El Hamra et Rio de Oro s'est déclenchée parce qu'il existe un peuple. Ce peuple possède son identité nationale, sa propre civilisation, ses propres principes, ses propres valeurs, sa propre organisation. Ce peuple existe et survivra à la trahison du colonialisme, à l'agression des régimes réactionnaires et à leurs manœuvres», avait écrit le défunt El Ouali Mustafa Sayed, premier secrétaire général du Front Polisario, mort en martyr en juin 1976. Le 20 mai 1973, un groupe de combattants sahraouis avait décidé d'attaquer le poste espagnol d'El Khanga, à l'est de la ville de Smara. Cette opération annonçait alors le déclenchement de la lutte armée dans le Sahara occidental, suivant les résolutions prises dix jours avant, le 10 mai exactement, lors du congrès constitutif du Front Polisario qui avait décrété dans son texte fondateur que «c'est par le fusil que la liberté sera arrachée». L'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS) devait donc faire face, à partir de la fin de l'année 1975, à l'invasion militaire marocaine lors de laquelle des armes lourdes avaient été utilisées parallèlement au bombardement, par l'aviation, des populations, ciblant des femmes, des enfants et des personnes âgées, morts au napalm et au phosphore. Face à ces terribles exactions et crimes contre l'humanité, l'Armée sahraouie avait décrété une offensive généralisée contre les forces d'occupation, remportant sur le terrain des victoires militaires, et ce, mal-



gré le soutien apporté notamment par l'armée française et israélienne aux forces royales marocaines.

## Une armée redoutable et efficace

La riposte des résistants sahraouis, connaissant parfaitement le relief de la région, avait été décisive. En 1979, l'Armée sahraouie avait lancé une opération d'envergure ayant duré jusqu'à 1983. «C'était la période la plus charnière de notre guerre de libération», a rappelé le responsable du secrétariat politique du Front Polisario, Hamma Salama, rencontré par l'APS, lors des festivités de commémoration du 45<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front, au camp des réfugiés sahraouis à Aousserd. «Les combattants sahraouis avaient réussi, a-t-il ajouté, à pénétrer dans des bases militaires marocaines dans

le sud Maroc en capturant des centaines de soldats et avaient récupéré des véhicules, des chars et des armements divers». Grâce à ces victoires remportées par l'Armée de libération populaire sahraouie, la Mauritanie, qui avait été impliquée dans ce conflit, a annoncé son retrait et signé en août 1979, à Alger, un accord de paix avec le Front Polisario déclarant qu'«elle n'a et n'aura pas de revendications territoriales ou autres sur le Sahara occidental». La détermination des forces sahraouies et l'efficacité de ses attaques ont poussé également le Maroc à ériger, avec l'aide de la France et d'Israël, un mur de défense long de 2 700 kilomètres, abritant sous terre des systèmes de batteries d'artillerie et des lignes de barbelés électrifiés, en plus des millions de mines semées le long de cette barricade de la honte. Le déploiement de ce dispositif

n'avait pas pour autant dissuader les forces de l'armée sahraouie à renoncer à la lutte armée. «Nous avons réussi à s'adapter à cette situation et à entreprendre des actions ciblées et ordonnées qui provoquaient des pertes importantes dans les rangs de l'ennemi», a confié à l'APS un ancien combattant sahraoui, rencontré lors d'une visite guidée au Musée national de la résistance sahraouie. L'action diplomatique aidant, les unités de l'armée sahraouie avaient parvenu à forcer le régime marocain à accepter en 1991 le plan de paix sous l'égide des Nations unies, qui prévoyait un cessez-le-feu et la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Et depuis, le Maroc ne cesse de dresser des obstacles et contourner, par l'aide de la France, les résolutions de l'ONU exigeant la tenue d'un référendum de l'autodétermination du

peuple sahraoui, défiant ainsi la légalité internationale. La lutte armée, qui avait duré 16 ans, est relatée aujourd'hui en détails à travers des documents inédits, des illustrations et des objets historiques conservés dans le Musée national de la résistance sahraouie. Toutes les prises de guerre, entre autres, des chars, des débris d'avions abattus, des bombes jetées sur les populations, des mines antipersonnel, des fusils mitrailleurs, des lances roquettes et autres types de missiles ainsi que des systèmes de radar et de communication sont visibles dans la galerie du Musée. «Il s'agit là, d'un véritable témoin de la guerre héroïque menée contre les forces d'occupation marocaine par les Sahraouis sous la houlette du Front Polisario, unique et légitime représentant du peuple sahraoui», a-t-on souligné.

S. H./APS

## Tunisie

### Des associations réclament la liberté de ne pas jeûner

Un collectif tunisien a appelé les autorités à protéger «la liberté de conscience et de religion» pendant le ramadhan. En juin 2017, cinq personnes ont été condamnées pour avoir mangé ou fumé en public. Une lettre ouverte pour faire évoluer les choses. Un collectif tunisien de associations de défense des droits a appelé les autorités à protéger «la liberté de conscience et de religion» alors que le ramadhan a démarré jeudi 17 mai. Chaque année, des Tunisiens sont arrêtés pour avoir mangé ou fumé durant le jeûne, en vertu de textes flous sur l'outrage aux bonnes mœurs et de circulaires remontant à plusieurs dizaines d'années. Interrogé l'an dernier par un député sur une circulaire de 1981 ordonnant la fermeture des cafés durant le ramadhan, le ministère de l'Intérieur a répondu par un courrier ambigu, selon une copie datée de novembre ayant circulé ces derniers jours dans les médias tunisiens. Le ministère y justifie la fermeture des cafés par

le risque de choquer les jeûneurs et de provoquer des attentats, tout en assurant qu'il n'y avait pas de poursuite contre les cafés ouvrant dans la discrétion ni contre ceux qui mangent en public.

#### Une atteinte aux libertés individuelles

Déplorant le «dénî» du ministère de l'Intérieur sur les arrestations de non jeûneurs, les organisations appellent les autorités «à faire cesser toutes les atteintes aux libertés individuelles». Les signataires dont la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, l'Association tunisienne des femmes démocrates et diverses associations de défense des minorités, ont notamment déploré «l'augmentation des menaces contre la liberté de conscience, de religion, d'opinion et d'expression à l'approche du ramadhan». Dans cette lettre ouverte adressée au président

Béji Caïd Essebsi, au Parlement, au Chef du gouvernement Youssef Chahed ainsi qu'au pouvoir judiciaire, les organisations soulignent qu'elles sont prêtes à saisir la justice pour «faire respecter» ces libertés garanties par la Constitution de 2014.

#### Aucune loi existante

Diverses autres associations ont également appelé au respect de la liberté de conscience. Aucune loi n'interdit de manger ou boire en public en Tunisie durant le ramadhan, mais face aux contrôles récurrents, cafés et restaurants ferment ou dissimulent leur vitrine durant la journée. Sous le hashtag #fater, des non jeûneurs échangent sur les réseaux sociaux des informations sur les lieux qui restent ouverts. En juin dernier, cinq personnes avaient été condamnées à un mois de prison pour avoir mangé ou fumé en public en plein ramadhan.

R. M.



Élections législatives en Irak

# Moqtada Sadr, chef de milice devenu héraut de la lutte anti-corruption

■ Le populiste Moqtada Sadr, vainqueur des législatives en Irak à la surprise générale, est un ancien chef de milice ayant combattu les troupes américaines, qui s'est réinventé en héraut de la lutte anti-corruption.

Par Rosa C.

Depuis trois ans, quasiment chaque semaine, les partisans de l'homme au physique imposant, visage rond et barbe grisonnante sous le turban noir des descendants du Prophète, manifestent et conspuent, aux côtés des communistes, leurs anciens ennemis jurés, la classe politique accusée de corruption.

Cette dénonciation des prévaricateurs et du clientélisme qui ont fait de l'Irak le 12<sup>e</sup> pays le plus corrompu au monde selon Transparency International, l'a propulsé en tête des législatives du 12 mai, loin devant les vainqueurs attendus. Pourtant, celui

qui se pose en pourfendeur de l'establishment comptait déjà 34 députés dans le Parlement sortant et a un temps eu une demi-douzaine de ministres au gouvernement. Né le 12 août 1973 à Koufa au sud de Bagdad, il est le fils de Mohammed Sadek Sadr, champion d'un chiisme militant que Saddam Hussein a fait assassiner en 1999. Le cousin de son père, Mohammad Baker, était un grand penseur chiite, lui-même éliminé en 1980 par le dictateur déchu. Grâce à cette prestigieuse lignée, Moqtada Sadr est propulsé à partir de 2003 à la tête de la «résistance» chiite – communauté majoritaire en Irak – à l'occupation des forces américaines

qui ont envahi l'Irak cette année-là. Un an plus tard, il crée l'Armée du Mahdi, qui devient rapidement la plus puissante des milices irakiennes avec 60 000 combattants. En 2004, de violents combats opposent à Najaf, la ville sainte chiite au sud de Bagdad où il vit actuellement, les Gl à ses miliciens qui sont défaits mais établissent leur réputation de combattants déterminés. En décembre 2006, alors que les généraux américains le considèrent encore comme la plus grave menace à la stabilité de l'Irak, Moqtada Sadr part en Iran pour quatre années d'études religieuses dans la ville sainte de Qom. Tout ce temps, il conserve la main sur ses partisans qui continuent d'étendre leur vaste organisation sociale et son intense maillage. En 2008, il met fin aux opérations de sa milice, accusée d'avoir établi des escadrons de la mort contre les musulmans sunnites. Mais ce n'est que huit ans plus tard que Moqtada Sadr, lui-même accusé d'avoir commandité le meurtre en 2003 d'un rival, Abdel Majid al-Khoei, appelle à faire cesser les attaques contre les homosexuels et les débits de boisson. Celui qui réclame toujours un retrait des militaires américains,



PH. &gt; D. R.

venus conseiller et appuyer les forces irakiennes dans la guerre contre le groupe jihadiste État islamique (EI), réussit le tour de force de mettre d'accord deux ennemis, Téhéran et Washington, sur un point: son rejet. L'Iran chiite, pays avec lequel la famille Sadr a entretenu pendant de nombreuses années d'étroites relations, ne goûte guère les bravades du leader de 44 ans qui se pose en nationaliste sourcilieux de l'indépendance

de son pays. La dernière en date est sa visite en Arabie saoudite sunnite, grand rival régional de Téhéran. Sur la scène nationale, «il a une large base populaire et, parce qu'il tient la rue, il inquiète de nombreuses parties», estime le politologue Essam al-Fili. Et si une coalition gouvernementale est formée sans lui, comme le réclament Washington et Téhéran, «la situation politique va entrer dans une phase d'instabilité». R. C.



## Points chauds

Obsession

Par Fouzia Mahmoudi

En seulement un peu plus d'une année à la Maison-Blanche, Donald Trump a déjà réussi à défaire plusieurs grands accomplissements de son prédécesseur pour lequel il voue une haine obsessionnelle, qui l'a conduit durant l'entièreté des deux mandats de Barack Obama à la tête des États-Unis à tenter de prouver qu'il n'était pas apte à être président. Aujourd'hui, après avoir été incapable de trouver une raison valable pour le destituer lors de ses deux présidences, Trump s'acharne à détruire l'héritage de l'ex-dirigeant Démocrate. Il avait commencé, après seulement quelques semaines à la Maison-Blanche, par retirer son pays de l'accord sur le climat de Paris, puis a lentement d'abord puis soudainement détricoter la politique diplomatique américaine au Proche-Orient en abandonnant le rôle de médiateur de Washington pour endosser celui de partisan absolu d'Israël en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'État hébreu. Et ce mois-ci Trump a continué son entreprise de démolition en retirant son pays de l'accord sur le nucléaire iranien. Un accord qui avait nécessité des années de travail et d'efforts de la part de l'administration Obama et dont l'avenir est désormais incertain. Car si les pays signataires de l'accord assurent ne pas partager les vues de Trump, Téhéran reste incertain. Les Iraniens ont ainsi réclamé des mesures concrètes de la part des Européens pour décider si l'accord sur le nucléaire pouvait être sauvé, au premier jour d'une visite à Téhéran du commissaire européen à l'Énergie Miguel Arias Canete. Ce dernier est le premier responsable occidental à être reçu dans la capitale iranienne depuis la décision des États-Unis de se retirer de l'accord historique signé en 2015 entre Téhéran et six grandes puissances et de réimposer des sanctions économiques dont les effets s'imposent aux entreprises étrangères, notamment européennes. Ce retrait et les menaces de sanctions font planer de gros risques financiers sur les entreprises européennes qui voulaient investir en Iran, mais aussi risquent d'avoir de lourdes conséquences pour l'économie iranienne. L'UE avait indiqué cette semaine chercher «des solutions pratiques pour permettre à l'Iran de continuer ses ventes de pétrole et de gaz, poursuivre ses transactions bancaires, maintenir les liaisons aériennes et maritimes». Préserver l'accord nucléaire est «fondamental pour la paix dans la région», a déclaré hier Canete lors d'une conférence de presse commune avec le vice-président iranien Ali Akbar Salehi, retransmise en direct par la télévision d'État. «Il est certain qu'il y a des difficultés évidentes avec les sanctions (...) Nous devons demander des dérogations, des exemptions pour les entreprises qui font des investissements» en Iran, a déclaré le représentant européen. Ainsi, Donald Trump, loin de faire du tort à l'héritage de Obama, il a surtout mis des bâtons dans les roues de ses «alliés» européens qui se retrouvent à devoir payer les pots cassés de la politique américaine, ce cela soit vis-à-vis de l'Iran, ou de la situation au Proche-Orient face à laquelle ils semblent démunis et incapables de faire entendre leurs objections. Donald Trump de part son obsession pour Barack Obama aura réussi en seize mois à la Maison-Blanche à rendre le monde moins sûr, malgré les progrès, encore incertains, dans le dossier nord-coréen. F. M.

## Appel à la mobilisation pour lutter contre l'effondrement de la biodiversité

Le ministre français de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, a lancé un appel à la mobilisation de tous, notamment des acteurs économiques, pour lutter contre l'effondrement de la biodiversité. «C'est une question de survie», a affirmé le ministre en lançant vendredi à Marseille (sud-est de la France) une concertation qui doit déboucher sur des mesures en faveur de la biodiversité début juillet. «Ce que l'on donne à la nature elle vous le rend mille fois», a insisté Hulot en déplorant

que l'homme soit devenu «une arme de destruction massive» contre la nature. «Maintenant, il faut passer des mots aux actes», il faut «que nous soyons capables dans notre pays à l'horizon 2030 de ne plus contribuer à détruire la nature», soulignant la nécessité pour son pays de «rentrer dans une démarche de réparation de la nature» qui «a besoin qu'on lui déclare la paix», a-t-il poursuivi. Le ministre a également émis l'espoir que l'objectif «zéro artificialisation nette des sols soit atteint et ce,

en mettant un terme «rapidement à la consommation insoutenable des terres agricoles». Il a formé aussi le vœu de réconcilier économie et écologie, un «changement de logique» que le président français Emmanuel Macron souhaiterait selon lui voir entrer en vigueur avant 2023. Dans son rapport 2017, l'Observatoire français de la biodiversité a estimé que l'artificialisation des sols avait détruit en France métropolitaine 67 000 hectares chaque année en moyenne entre 2006 et 2014. R. I.

Banque africaine de développement

## La BAD octroie au Mali un prêt de 8 millions d'euros

Le Conseil d'administration de «La Banque africaine de développement a approuvé une ligne de crédit de 8 millions d'euros en faveur de la Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce au Mali (BSIC-Mali)», a précisé la même source. Cette banque malienne devrait profiter de cette ligne de crédit pour renforcer ses efforts de financement au profit des petites et moyennes entreprises, un des secteurs clés de l'économie malienne, selon la BAD. A terme, cet appui de la Banque devrait permettre la création de plusieurs dizaines

d'emplois, a ajouté la BAD. Ce prêt permettra également à la BSIC-Mali de disposer des liquidités nécessaires en devises pour soutenir les activités de financement du commerce des PME et des grandes entreprises dans les secteurs économiques tels que l'agriculture, le bâtiment et travaux publics (BTP), l'import-export, ainsi que le commerce général et le transport, ajoute la BAD. La ligne de crédit offrira en outre à la BSIC Mali des ressources pour renforcer et booster le secteur financier malien, en améliorant ainsi l'environnement

économique en général et l'accès aux financements des PME en particulier. Il s'agit d'un «enjeu majeur» pour la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois au Mali, pays «en transition», selon l'évaluation conjointe BAD-ONU. Ce projet s'inscrit dans la droite ligne des objectifs de la BAD, en particulier la stratégie de développement du secteur financier dont l'objectif vise à améliorer l'accès aux financements des PME, à élargir et approfondir les systèmes financiers.





Il appelle la nouvelle génération à se rapprocher des maîtres

# Anthologie du Malouf par Salim Fergani

■ L'artiste Salim Fergani a appelé les jeunes talents épris de musique de Malouf à «ne ménager aucun effort et à se rapprocher des grands maîtres, afin de s'abreuver de leur riche répertoire artistique et de tirer profit de leur expérience et de leurs connaissances dans ce genre musical constantinois», qualifiant «la musique classique savante algérienne de stricte et de variée à la fois».

Par Adéla S.

Dans un entretien accordé à l'APS à son retour de New York où il avait participé à la manifestation «Journée de l'Algérie» (5-4 mai), M. Fergani a estimé qu'«il était important de protéger le Malouf qui constitue un patrimoine et un acquis pour tous les Algériens», soulignant que cela impliquait «une maîtrise et une grande connaissance des règles de cette musique et de ses *qsidate* (poèmes)».

L'artiste a appelé «les jeunes talents à reprendre le flambeau, tout en innovant, en vue de sauvegarder ce patrimoine», exhortant les belles voix à «apprendre par cœur les *qsidate* et davantage de pratique des techniques

de cette musique». S'agissant de la formation et de la transmission des connaissances, Salim Fergani a fait savoir qu'«il ne cesse de prodiguer des conseils aux jeunes désirant approfondir leurs connaissances dans cet art dont la maîtrise nécessite un travail de longue haleine».

Digne héritier de feu Mohamed Tahar Fergani, Salim a dit attendre la réponse des responsables de la wilaya de Constantine concernant la création d'une fondation pour la sauvegarde de ce patrimoine musical, qui comptera plusieurs structures, dont des ateliers de fabrication d'instruments de musique, un musée pour les instruments de musique et les objets liés à cet art, outre une bibliothèque ouverte à tous les

mélomanes du malouf.

La musique Malouf a été perpétuée grâce à de grands maîtres, à l'instar de cheikh Toumi et cheikh Mohamed Tahar Fergani qui ont grandement contribué au développement de cet art, par leur don artistique et leurs belles voix.

Evoquant ses futurs projets, Salim a annoncé «la cristallisation de l'anthologie du Malouf en 40 disques englobant le répertoire de cet art, outre deux recueils de poèmes traduits en français, en anglais et en espagnol».

Réalisée sous l'égide du ministère de la Culture, cette anthologie a été enregistrée en moins d'un mois, vu que l'artiste avait appris par cœur les chansons. Cette initiative est la deuxième du genre après celle



d'Ahmed Serri dans le style algérois Sanaa (44 disques).

A ce propos, l'artiste a exprimé son vœu de «mettre ces enregistrements à la disposition des passionnés de cet art», précisant que le ministère lui a promis de présenter cette anthologie lors des concerts qu'il anime.

Evoquant sa participation aux

jours de l'Algérie à New York où il a animé un concert au siège de l'ONU et un autre à la mairie de Brooklyn, accompagné de la troupe de chant andalou «Mezghena», il a affirmé que «ce fut un événement marquant dans sa vie d'artiste», se disant «fier de l'art algérien».

Salim Fergani est issu d'une grande famille artistique versée dans la musique Malouf depuis plus d'un siècle, à commencer par le grand-père Hamou Fergani qui compte dans son actif plus d'une vingtaine de disques, le père Mohamed Tahar, l'un des chantres de cette musique et la tante Zhor, née en 1915 et décédée début des années 1980, qui était violoniste et dirigeait une troupe féminine.

A.S./APS

## Patrimoine

### Le théâtre régional de Skikda, un chef-d'œuvre ressuscité

L'opération de réhabilitation actuellement menée au théâtre régional de Skikda (TRS) dont l'édification date de 1932 est appelée à redonner à ce chef-d'œuvre architectural son ancien lustre après les multiples dégradations subies au fil des ans.

La construction de ce théâtre dans le vieux quartier italien de la ville de Philippeville (appellation coloniale de l'actuelle Skikda) a duré de 1912 à 1932 sous la direction du célèbre architecte Charles Montaland. Cet architecte également concepteur de la gare routière et de l'hôtel de ville de Skikda ainsi que de la majorité des imposantes constructions de la cité avait lancé les travaux de ce théâtre occupant 1 000 m<sup>2</sup> en 1912 mais les travaux ont dû être suspendus durant la Première Guerre mondiale. Le théâtre ne sera inauguré que le 19 mars 1932.

Prévu pour 500 places, cet édifice a été bâti sur le site qui accueillait les ruines du temple romain de Vénus (déesse de l'amour dans la mythologie romaine) ainsi de l'ancien théâtre de Rusicade.

#### Vaste restauration pour recouvrer le lustre du monument

Le théâtre régional de Skikda connaît présentement une vaste opération de restauration et équipement, visant à lui restituer son lustre et prestige anciens et en assurer la préservation, a indiqué Mourad Laâdjimi, chef du service de suivi à la direction des équipements publics.

Inscrit en 2015 sous l'égide de la direction de la culture, le projet a buté sur nombre de difficultés avant d'être transféré en 2016 à la direction des équipements publics pour connaître son lancement effectif fin de 2017, a précisé le même cadre qui a affirmé que l'objectif est rendre le TRS conforme aux critères techniques des théâtres internationaux et de préserver cet édifice culturel important pour de longues années.

Cette restauration, dont l'achèvement est attendu pour fin 2019, exige une enveloppe financière de 200 millions DA, selon Laâdjimi qui a indiqué que les travaux portent sur la consolidation de l'édifice, la rénovation du toit et de l'échafaudage, la requalification des éléments décoratifs, l'installation d'un système de climatisation centrale et la rénovation

et réorganisation spatiale de la scène de ce monument classé. Tous ces travaux tiennent en compte le fait que le bâtiment représente un monument culturel d'une grande valeur sur les plans architectural et décoratif, a encore ajouté le même cadre.

#### Le TRS, un espace de créativité de divertissement depuis plus de 80 ans

Ouvvert en 1932, le TRS représente un espace de créativité et de divertissement au service du 4<sup>e</sup> art depuis plus de 80 années durant lesquelles sa scène a connu le défilé de multiples troupes nationales.

Professeur en littérature et théâtre et ancien recteur de la faculté des lettres et des langues de l'université de Skikda, Ahcène Thellilani rappelle qu'à ses débuts, ce théâtre fut «*totalemment étranger aux Algériens car constituant un théâtre métropolitain réservé exclusivement aux Européens*».

La naissance effective d'un théâtre arabe à Skikda date des années 1940 avec les premières tournées de célèbres troupes dont celle célèbre de Youcef Wahbi et celle de Mouhieddine Bachtarzi qui s'étaient produits à Skikda et Collo en 1937.

Etaient apparues ensuite les activités théâtrales de l'association des oulémas musulmans algériens, ajoute cet universitaire.

Les témoignages des pionniers recueillis par ce chercheur indiquent, a-t-il ajouté, que la période la plus dynamique du théâtre skikda a été celle post-indépendance qui avait connu la création de nombreuses troupes particulièrement durant les années 1970 dont la plus réputée a été la troupe Et-Taléa (avant-garde) qui développa un théâtre socialement et politiquement engagé.

Ainsi, la première troupe a été créée en 1974 par un groupe de jeunes étudiants et travailleurs qui furent membres de la troupe théâtrale du collège Abdelhamid El-Omrani, relève P Thellilani qui souligne que la première pièce a été «*El Ardh liman yakhdou-mouha*» (La terre à celui qui la travaille), écrite par Chenouf Nadjib.

Dans le sillage de la troupe Et-Taléa, la troupe de «La culture populaire» a vu le jour en mars 1978, à l'initiative de plusieurs jeunes dont Ahmed Boutata. Son répertoire

s'est vite étoffé de plusieurs œuvres dont «*Edhamir El moustair*» (1978) et «*Wach men thrane jab El-ghachi*» (1979).

Après cette période, plusieurs autres troupes ont été créées dont la troupe des arts dramatiques du théâtre communale (actuellement le théâtre régionale) en 1979, la troupe de l'institut communal de musique (1980) et la troupe La vague de Collo (1985), ajoute le même source.

Une des troupes qui continue d'activer à ce jour est l'association «Festival de théâtre» de la ville de Skikda créée en 1983 et qui compte à son actif l'organisation de 13 éditions du festival de Skikda de théâtre qui devait cesser en 1998 à cause de la situation sécuritaire d'alors, avant de renaître en 2006 sous une nouvelle appellation «Les journées nationales de théâtre de la ville de Skikda», note encore le même chercheur.

#### La défunte Sonia, Djamel Hamouda et autres artistes, des familiers de la scène du TRS

La scène du TRS a été foulée par de grands noms du théâtre local et national dont la défunte Sakina Mikou, plus connue sous son nom artistique Sonia, qui a eu à diriger le TRS entre août 2009 et juillet 2012 et à réaliser plusieurs pièces.

Autre artiste familier du TRS est le talentueux réalisateur Djamel Hamouda, né à Skikda en 1954. Cet artiste a signé nombre d'œuvres pour le théâtre de Skikda dont la plus récente «*Hakikat El Kadhib*» (Vérité du mensonge) a été produite début 2018.

Parmi les enfants de la Skikda ayant laissé une empreinte indélébile dans l'histoire du théâtre national figure en tête de liste le défunt Azzedine Medjoubi (1945/1995). Cet artiste natif d'Azzaba, à l'Est de Skikda, était un comédien et un réalisateur de grand talent dont les plus célèbres œuvres sont «*Allam baouch*» (1993) et «*El Ayta*» (1988). Honoré par de multiples prix nationaux et internationaux, Medjoubi est source de fierté pour Skikda et son nom a été donné à une manifestation annuelle organisée à Azzaba et baptisée les Journées nationales Azzedine Medjoubi de théâtre.

Racim C.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)  
Les 23 - 24 - 25 - 26 - 27 à 22h30 :

Spectacle «Afro Cirkus – Itinéraire d'un continent».  
Production : Cabaret Sauvage.

Théâtre National Algérien  
Mahieddine Bachtarzi (Alger)  
Les 20, 21, 22 et 23 mai à 22h30 :

Présentation de la pièce théâtrale Slimane Elouk. Adaptation Mahieddine Bachtarzi. Mise en scène : Abdlekrim Beriber.

Vendredi 25 mai à 22h30 :  
Lila Borsali présente son nouveau spectacle «Si Tlemcen m'était contée...». Une immersion dans la ville de ses ancêtres à travers divers textes, récits, contes, poésies et mélodies. L'événement sera organisé par Maçir Vie et le Théâtre national algérien.

Samedi 2 juin à 22h30 :  
Concert de musique andalouse avec l'artiste Zahia Benzengli.  
Prix du billet : 500 DA.

Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger)

Jusqu'au 19 mai :  
Exposition de peinture de l'artiste Nabila Berdjane.

Galerie EZZou'Art du Centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar (Alger)  
Jusqu'au 24 mai :

Exposition «Pacte avec la lumière» de Djahida Houadef.



## USM Bel-Abbès Cherif El Ouezzani restera



**LA DIRECTION** de l'USM Bel-Abbès négociera prochainement avec son entraîneur, Si Tahar Cherif El Ouezzani, la prolongation de son contrat, a appris l'APS vendredi du directeur général de cette formation de Ligue 1 algérienne de football. «*Nous prôtons la stabilité, d'où notre décision de reconduire Cherif El Ouezzani dans ses fonctions. On va d'ailleurs lui proposer une prolongation de son contrat dans les jours à venir*», a indiqué Kaddour Benayad. Cherif El Ouezzani vient de conduire l'USMBA à remporter le deuxième titre de son histoire en s'adjugeant du trophée de la Coupe d'Algérie après sa victoi-

re en finale contre la JS Kabylie (2-1), et ce, pour sa deuxième saison sur le banc de cette équipe. «*Nous devons reconnaître que tout au long des deux exercices passés à l'USMBA, Cherif El Ouezzani a réalisé un excellent travail. Il aurait pu aspirer à de meilleurs résultats en championnat n'étaient-ce les nombreux problèmes financiers auxquels le club a fait face*», a encore dit le dirigeant de la formation de la «Mekerra» qui espère trouver rapidement un terrain d'entente avec le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990. Par ailleurs, la même source a fait savoir que plusieurs changements seront opérés au sein de l'effectif de l'USMBA où des joueurs seront libérés «*aussi bien pour des raisons techniques que disciplinaires*», rassurant au passage au sujet du meneur du jeu de l'équipe, Larbi Tabti, très convoité en cette fin de saison, en se montrant «*optimiste*» quant à la prolongation de son contrat qui arrive à terme.

## Coupe d'Algérie de handball (dames) Le GSP et l'US Akbou au dernier carré

**LES HANDBALLEUSES** du GS Pétroliers et de l'US Akbou se sont qualifiées en demi-finale de la Coupe d'Algérie de handball (dames), à l'issue des matches de quarts de finales, disputés dans la nuit de vendredi à samedi. Les Pétrolières ont

arraché, sans surprise, leur qualification devant le MF Akbou sur le score de 39 à 13, alors que l'US Akbou a composé son billet pour les demi-finales devant le CS Mouloud Mammeri, à l'issue d'une rencontre très serrée, en témoignant le score final de la partie (26-24). Deux équipes se sont déjà qualifiées pour le dernier carré, à savoir le HBC El-Biar, champion d'Algérie de la saison 2017-2018 et la JS Ouzellaguen.

### Résultats des 1/4 de finale :

MF Akbou - GS Pétroliers 13-39  
US Akbou - CS Mouloud Mammeri 26-24  
JS Ouzellaguen - FS Constantine 36-33  
HBC El-Biar - HNB Saïda (forfait HNB Saïda).

## Tennis/Championnat d'Afrique «par équipes» des U12 16 tennismen en regroupement

**SEIZE JEUNES** tennismen algériens (8 garçons et 8 filles) ont été retenus par la Direction technique nationale (DTN) pour un stage de présélection, du 25 au 28 mai, au Tennis Club de Mansourah (Tlemcen), en vue des Championnats d'Afrique «par équipes» des moins de 12 ans, prévus au mois de septembre en Algérie. Il s'agit de Mebarki Rawane, Zerhouni Neïla, Boukholda Chiraz, Boudjeaoui Wissal, Kaïda Sirine, Benamar Mellisa, Ghetas Imane et Mebarki Yara chez les filles, ainsi qu'Abdelmalek Abdelhamid, Zerbout Lotfi, Bey Djamel-Eddine, Bekrar Elies, Benosman Mehdi, Cherif Amir, Bengargoura Wassim et Belkacemi Zakaria. Le directeur des jeunes talents sportifs à la Fédération algérienne de tennis, Aziz Rihane, sera le responsable de ce stage de présélection, où il sera secondé par les entraîneurs Gafaiti Fawzi et Messsahel Mokhtar.

# Eliminatoires de la CAN U 20 ans Les Verts à l'épreuve des Black Stars du Ghana

■ La sélection nationale des moins de 20 ans dispute aujourd'hui la manche retour pour le compte des éliminatoires de la CAN de cette catégorie face au Ghana.



Les Algériens pour ramener un résultat probant

Par Mahfoud M.

Ce match qui se jouera à Accra sera certainement difficile pour les coéquipiers de Zerdoum qui auront fort à faire devant cette équipe ghanéenne qui a réussi, une semaine plus tôt, à les tenir en échec au stade du 5-Juillet. Certes, le nul était décevant pour les Algériens qui souhaitaient l'emporter pour gérer le retour dans de meilleures conditions, mais il n'empêche que le rendement avait satisfait le staff technique composé de Salim Sebaâ et de Hocine Achiou. Ces derniers

comptent mettre en application une tactique à même de permettre à leurs poulains de renverser la vapeur pour cette deuxième manche, très difficile à négocier. Toutefois, il faut savoir que ce nul est un score piège pour les Black Stars du Ghana qui auront fort à faire aussi et doivent se battre à fond pour tenter d'ouvrir le score et arracher le ticket de la qualification. Le staff technique des Verts mise, d'ailleurs, sur les contres et sait que le Ghana se donnera à fond pour ce match, ce qui peut l'amener à se découvrir et laisser des boulevards qu'ils pourront combler en essayant de trouver

la brèche. A rappeler que l'EN est constituée en grande partie de joueurs locaux des L1 et 2, mais le staff avait fait appel à des joueurs évoluant à l'étranger, notamment en France, en plus de Belkheir de l'Inter Milan qui ne sera pas du rendez-vous de ce match, car étant retenu par son équipe. Le plus important pour la sélection nationale est d'essayer de se qualifier pour le prochain tour, alors que des observateurs appellent à suivre ces jeunes même en cas d'élimination, surtout que de bons éléments existent dans cette équipe.

M. M.

## Le CSC reçoit son bouclier de champion Ambiance des grands jours à Constantine

Le bouclier du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football pour la saison 2017-2018 a été remis vendredi soir, au stade chahid Hamlaoui de Constantine, au champion, le CS Constantine dans une ambiance «*explosive*» en présence du président de la FAF, Kheireddine Zetchi. Le capitaine du CS Constantine, Yacine Bezzaz, a brandi haut le trophée, sous les applaudissements des 60 000 supporters, dans une cérémonie ayant suivi le match, CS Constantine-Paradou AC, en clôture de la 30<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 de football et où les deux équipes se sont neutralisées (0-0). Les Sanafir remportent le 2<sup>e</sup> titre de champion de leur histoire, après celui de 1997, et font chavirer l'antique Cirta de bonheur. Emu jusqu'aux larmes, l'un des grands artisans de cette consécration, le coach Abdelkader Amrani a déclaré à la presse : «*La réussite est le fruit d'un travail collectif, où staffs technique, administratif et médical ont conjugué leurs efforts pour arriver à ce sacre. Les supporters du CS Constantine, le*

*12<sup>e</sup> homme de l'équipe, ont amplement contribué à cette réussite. Dans toute ma carrière, je n'ai jamais vu de tels supporters. Ils étaient derrière leur club dans toutes les circonstances. Cette saison était difficile, mais exceptionnelle. Durant la phase retour, toutes les équipes voulaient se racheter, ça a un peu compliqué notre mission et le CSC avait du mal à poursuivre sur la même lancée, mais on a tenu bon. La discipline et la rigueur sont le secret de cette consécration. Pour la saison prochaine, on va tout faire pour rester sur le même niveau et rendement». De son côté, Yacine Bezzaz a déclaré : «*J'espère qu'avec ce titre de champion, le CS Constantine renouera avec le succès. Je suis fier, ainsi que mes coéquipiers, d'offrir ce soir le titre de champion à nos supporters et à Constantine, après des années d'attente. La saison prochaine, on promet de faire les meilleurs résultats possibles en Ligue de champions d'Afrique*». Pour le baroudeur de l'équipe, Mohamed-Lamine Abid, également deuxième*

meilleur buteur du championnat 2017-2018 (16 buts) : «*L'abnégation et un mental solide ont été nécessaires afin d'atteindre les cimes. La pression était énorme, mais le CSC, joueurs et staff, ont su gérer. Je me sens bien au CS Constantine. J'ai encore une année avec le club je compte bien honorer mon engagement*». Le CS Constantine s'était adjugé son deuxième titre de champion d'Algérie, une journée avant la fin de la compétition grâce à sa victoire contre l'USM Blida (1-2), à l'occasion de la 29<sup>e</sup> et avant-dernière journée du championnat national de Ligue 1. Le club constantinois aura l'honneur de défendre les couleurs nationales lors de la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique. Bezzaz et ses coéquipiers ont célébré le sacre avec une parade dans les rues de Constantine depuis le stade Chahid Hamlaoui jusqu'au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani, au centre-ville, en passant par les plus grandes artères de la cité. Les joueurs sont montés sur un bus ouvert et

ont exhibé le bouclier du Championnat, saluant les milliers de supporters. Aux premières heures d'hier, la ville du Vieux Rocher savoure encore la joie du succès de son club fétiche, et fête le couronnement du Club sportif constantinois comme il se doit. Du centre-ville, devant le parvis la maison de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa, habituel lieu de rencontre des Sanafir, le «*tsunami*» vert et noir a défilé sur toute la ville, des quartiers Belouizdad, Coudiat à Djebel Ouahch et Boussouf, passant par les cités Ziadia, Zouaghi, la commune d'El Khroub et la nouvelle ville Ali-Mendjeli, les milliers de supporters ont créé la fête et salué le parcours de leur équipe, chantant à la gloire des Vert et Noir et en s'offrant des beaux spectacles de feux d'artifice. «*Tout triomphe est sublime. Et ce soir le CSC a offert à Constantine un très beau cadeau et c'est normal de l'applaudir*», confie à l'APS, le jeune Skander, qui quette l'arrivée du bus des Sanafir au théâtre régional.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Djanet

## Trois individus arrêtés en leur possession un pistolet mitrailleur et des munitions

■ «Un détachement de l'Armée nationale populaire a intercepté le 19 mai 2018, trois individus à bord d'un véhicule tout-terrain en leur possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et 900 litres de carburant».

Par Slim O.

Trois individus ont été arrêtés samedi à Djanet en leur possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à Djanet, un détachement de l'Armée nationale populaire a intercepté, le 19 mai 2018, trois individus à bord d'un véhicule tout-terrain en leur possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et 900 litres de carburant», précise la même source.

S. O.

## Programmes Tv du Ramadan



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Avec 1 320 nouveaux cas à Oran

### Les cancers digestifs en progression

LE NOMBRE de cas de cancers digestifs est en progression depuis des années dans la wilaya d'Oran, notamment le cancer du colon et du rectum, avec quelque 1 320 nouveaux cas recensés en 2017, s'est alarmé samedi le chef de service d'oncologie à l'EHU «1<sup>er</sup> Novembre» d'Oran. «Ce chiffre place ce type de cancer en troisième position après le cancer du sein avec 3 252 nouveaux cas et le cancer du poumon avec 1 350 nouveaux cas», a indiqué le P Yammouni. «Le nombre des cancers digestifs, du colon et du rectum notamment, est en progression depuis quelques années», a-t-il souligné, ajoutant que le cancer colorectal est beaucoup plus fréquent dans les pays industrialisés, les habitudes de vie, principalement l'alimentation, ayant un rôle primordial dans son apparition. Les symptômes du cancer colorectal peuvent être confondus avec les pathologies fréquentes du colon et du rectum (sang dans les selles, douleurs, constipation, diarrhée, etc.), ce qui fait que les gens ne s'alarment pas à les avoir, a relevé le même spécialiste, assurant qu'«il est nécessaire de recourir au dépistage». Le dépistage du cancer colorectal consiste à faire un test immunologique rapide et indolore, et surtout «très fiable», a expliqué le P Yammouni, notant que le dépistage existant dans d'autres villes algériennes n'a pas encore été introduit à Oran. Le dépistage peut être un véritable allié, selon le chef de service d'oncologie, dans la prise en charge de ce cancer, car à un stade d'évolution avancé, le cancer colorectal peut se propager vers les ganglions lymphatiques, puis vers le foie et ensuite à d'autres parties du corps en formant des métastases.

R. C.

0:CV·I·Xε 00ε:ll:±ε  
εΛεKK:±IEZ:00:±0 00:ε·t·ε:εt:λt  
Ce Ramadhan appelez l'étranger  
à moindre coût

Promo internationale



\* Pour tout rechargement de crédit international d'un montant de 500 DA

Offre valable pour toutes les destinations : France - Espagne - La Chine - Royaume-Uni - Allemagne - Canada - Les États-Unis

[www.mobilis.dz](http://www.mobilis.dz)

تواصل  
mobilis